

I / Un espace social structuré et hiérarchisé

A/ Comment le statut socio-économique structure-t-il l'espace social ?

La **hiérarchisation** de l'espace social signifie que les individus et les groupes sont **classés** selon différents critères dans la société. Ces critères incluent des éléments socio-économiques, comme le **revenu**, le niveau d'études et le métier, ainsi que des critères socio-démographiques, comme la composition de la famille, l'âge, le **sexe** et le lieu de résidence que nous développerons dans le B.

La **structuration** de l'espace social signifie que la société est composée de différents **groupes** et des relations qu'ils entretiennent entre eux. Ces groupes peuvent se former parce que les individus se ressemblent ou, au contraire, parce qu'ils sont **différents** (en fonction de la distance sociale entre eux). Cela permet de voir que les individus et les groupes ont des goûts et des **habitudes** variés dans la société.

Parmi les facteurs socio-économiques qui hiérarchisent et structurent l'espace social on retrouve donc :

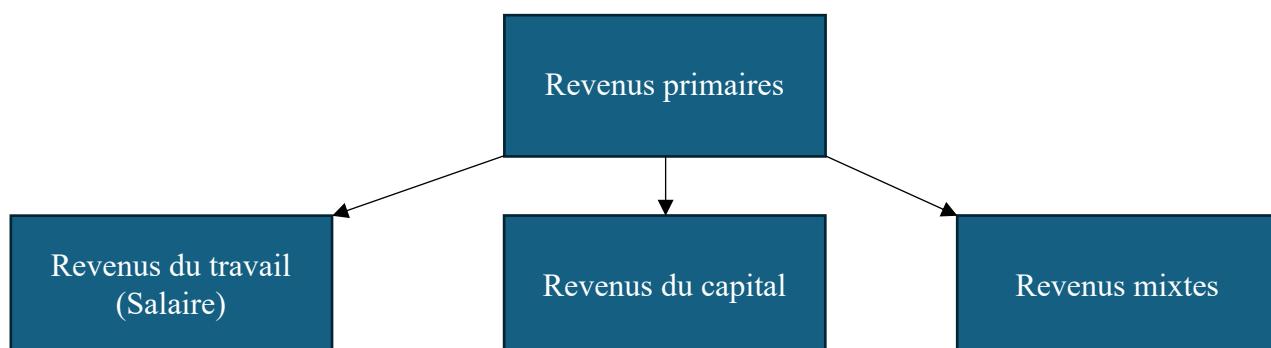
La **catégorie socio-professionnelle** regroupe des personnes ayant un métier, des qualifications, une position dans la **hiérarchie** et un statut social similaires. Ces ressemblances font qu'elles partagent souvent des caractéristiques sociales **proches**. Cela permet aussi d'expliquer pourquoi elles ont des **modes** de vie et des habitudes culturelles semblables.

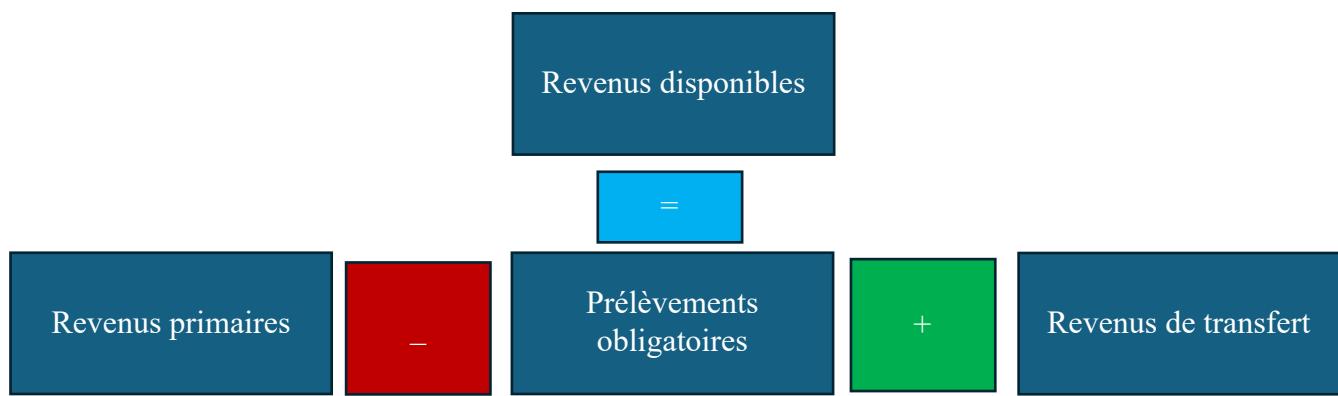
Les **revenus** correspondent à la rémunération qui provient du **travail** (salaire) et/ou de la possession d'un **capital** (loyer, intérêt, dividendes...). Ils déterminent le **niveau** de vie des personnes et montrent les inégalités économiques entre elles.

Le **niveau de diplôme** montre les **qualifications** d'une personne. Il influence aussi le risque de **chômage** et les conditions de travail, qui peuvent être plus ou moins stables selon le diplôme.

Ainsi, la position socio-économique d'une personne dépend de sa catégorie socioprofessionnelle, de son revenu et de son **diplôme**. Ces éléments sont importants pour **différencier** et classer les individus dans la société.

Par exemple, les cadres, qui occupent les postes les plus avantageux, sont aussi ceux qui ont le plus de diplômes : 74 % des **cadres** ont un diplôme supérieur à bac +2, contre seulement 3 % des **ouvriers** et 10 % des employés (données Insee 2020). Avoir un diplôme aide à obtenir un meilleur pouvoir d'achat et protège souvent du chômage et de la **précarité**. En effet, le taux de pauvreté est 2,4 fois plus élevé chez les personnes sans diplôme (11,1 %) que chez celles qui ont un diplôme de niveau bac +3 ou plus (4,6 %).





B/ Quels sont les autres facteurs de différenciation sociale ?

Plusieurs facteurs socio-démographiques hiérarchisent et structurent l'espace social :

La composition du ménage est un facteur socio-démographique essentiel qui structure et hiérarchise **l'espace social**, défini par les distances séparant les individus en fonction de leurs caractéristiques économiques, sociales et culturelles.

Cette structuration s'opère par le biais de la répartition des ressources et la génération d'inégalités de **niveau de vie**, car la composition du ménage – qui tient compte à la fois du nombre de personnes (parents et enfants) et de la configuration familiale (traditionnelle, recomposée ou monoparentale) – modifie directement la situation économique des individus. En détaillant ce mécanisme, il apparaît que plus le nombre de personnes qui vivent sous le même toit est **important**, plus la part moyenne du revenu individuelle est **réduite**. Cette situation expose particulièrement les familles **monoparentales** aux difficultés financières, leur revenu dépendant d'un seul parent. Les données chiffrées confirment l'ampleur de ces distances sociales : en 2020, le niveau de vie médian annuel des familles monoparentales était de 16 710 euros, ce qui contraste fortement avec les 29 010 euros observés pour un **couple** sans enfant, mettant en lumière l'importance de ce critère dans la détermination de la place d'un groupe au sein de l'espace social.

La position dans le **cycle de vie**, qui désigne la place de l'individu au sein des différentes étapes de la vie, de l'enfance à la vieillesse, est un facteur socio-démographique fondamental identifié pour la structuration et la hiérarchisation de l'espace social.

Ce critère structure l'espace social en servant de marqueur d'appartenance à un groupe social et en générant des **inégalités** d'accès aux ressources économiques. La progression dans le cycle de vie détermine l'exposition aux difficultés, car les **besoins**, les opportunités d'emploi et les niveaux de vie varient fortement selon l'étape de la vie. Les jeunes, par exemple, se retrouvent souvent en position **désavantageuse** par rapport aux adultes expérimentés en matière d'accès aux ressources.

En conséquence, les jeunes ont généralement les revenus les plus **faibles** et sont plus durement touchés par la pauvreté parce qu'ils sont davantage exposés au **chômage** et à la précarité du travail, illustrant comment cette position temporelle dans la vie accentue les distances sociales et les inégalités au sein de l'espace social.

Le sexe (ou le genre, qui renvoie aux attributs féminins ou masculins) est un facteur socio-démographique essentiel de la structuration et de la hiérarchisation de l'espace social, car il est à l'origine d'indicateurs socio-économiques et de conditions de vie profondément **differentiés** entre les femmes et les hommes.

Ce critère sépare les individus en groupes sociaux en instaurant des rapports sociaux de genre qui maintiennent des distances entre les **rôles** masculins et féminins, et ce, malgré des niveaux de diplôme équivalents. Ces rapports se manifestent par des **inégalités** professionnelles, salariales et une répartition inéquitable des charges domestiques : les femmes et les hommes ne suivent pas les mêmes formations (seulement 27 % des femmes préparent un diplôme d'ingénieur), n'occupent pas les mêmes emplois (la part de cadres étant plus faible chez les femmes, 16,8 %, que chez les hommes, 21,6 %) et les femmes sont plus exposées que les hommes au temps partiel subi et à la précarité.

Le lieu de résidence est un facteur socio-démographique qui contribue également à la structuration et à la **hiérarchisation** de l'espace social.

La raison en est que le lieu de vie habituel influence fortement les **trajectoires** de vie, qu'elles soient scolaires ou professionnelles. La résidence n'est pas neutre dans l'accès aux ressources, aux opportunités et aux réseaux, ce qui crée des inégalités **territoriales** marquées. Ainsi, l'endroit où un individu réside est un puissant indicateur de sa position dans l'espace social, car il concentre des inégalités de **revenus** et de styles de vie entre les groupes sociaux. Par exemple, on observe qu'une proportion significative, soit 43 % des personnes percevant les très hauts revenus, ont leur domicile en Île-de-France, illustrant le rôle du territoire dans la concentration des richesses et la différenciation des groupes sociaux.

II- La dynamique de la structure socioprofessionnelle

A/ Les transformations de la structure socioprofessionnelle

Depuis 1950, la structure de la population active a beaucoup évolué. La part des agriculteurs et des ouvriers a nettement diminué, tandis que les cadres et professions intermédiaires ont fortement augmenté. Les employés ont connu une hausse jusqu'aux années 2000, avant de voir leur part diminuer légèrement. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ont vu leur part baisser, mais elle remonte avec l'essor du travail indépendant. Ces évolutions montrent une diversification et une transformation des catégories socioprofessionnelles au fil des décennies.

B/ Comment la tertiarisation et l'élévation du niveau de qualification transforment-elles la société ?

Complétez la synthèse avec les termes suivants : services / d'ouvriers / d'employés / tertiarisation / professionnel / logistique / stables / productivité / routinières / restauration / commerce / serveurs / diplômes / l'industrie / unique / baccalauréat / professionnelles / scolarité / précaires / croissance / particuliers / surveillance / polarisée /

Après la Seconde Guerre mondiale, l'économie française a connu un phénomène de tertiarisation : le secteur des services est devenu majoritaire au détriment de l'industrie et de l'agriculture.

Ce phénomène s'explique par le progrès technique et l'élévation du niveau de consommation qui ont permis d'améliorer la productivité des travailleurs, d'augmenter leur niveau de richesse et donc leur consommation de services. La tertiarisation a entraîné la réduction du nombre d'ouvriers (production industrielle) et l'augmentation du nombre de cadres, d'employés et de professions intermédiaires. Cependant l'emploi non qualifié ne disparaît pas pour autant :

- Dans les services aux particuliers (assistantes maternelles et gardes d'enfant)
- Dans le commerce avec l'essor de la grande distribution (caissiers, vendeurs, employés de libre-service).
- Dans le domaine de la logistique, avec une augmentation très forte des manutentionnaires, empaqueteurs, étiqueteurs ou préparateurs de commandes, et de l'entretien (avec le nettoyage des bureaux et des locaux industriels).
- Dans le domaine de la surveillance (agents de sécurité ou de surveillance).
- Dans la restauration, notamment rapide (avec l'allongement des distances entre domicile et lieu de travail et la hausse de l'activité féminine : les déjeuners pris en dehors du domicile se sont multipliés). Ce secteur a offert des emplois de serveurs, d'aides cuisiniers ou de plongeurs.

La structure de l'emploi apparaît polarisée entre d'un côté des emplois très qualifiés, insérés dans les échanges mondialisés et à même de prendre appui sur les progrès technologiques dans le secteur des NTIC et de l'autre des emplois non qualifiés, aux tâches routinières, aux conditions d'emploi souvent précaires et fragilisées par la mondialisation.

Cette polarisation des emplois est aussi une polarisation des conditions d'emploi entre des cadres qui bénéficient de formes d'emploi relativement stables et sécurisées et des emplois de services beaucoup plus précaires.

L'élévation du niveau des diplômes, au-delà de la demande d'éducation des familles, est aussi un impératif économique dans un contexte de forte croissance économique et de besoins importants de main d'œuvre qualifiée. Pour répondre à ces besoins,

- La première « explosion scolaire » est notamment rendue possible par l'avènement du collège unique (achevé en 1975) qui fait suite à l'allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans (réforme Berthoin de 1959).
- La seconde étape, qui intervient dans un tout autre contexte de chômage de masse et qui fixe l'objectif de mener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat (loi d'orientation de l'éducation de 1989), prend appui sur la création du baccalauréat professionnel (1985) et sur la suppression du palier d'orientation en fin de 5ème qui conduisait encore au début des années 1980 à orienter un quart des jeunes vers des voies professionnelles.

C/ Comment la salarisation et la féminisation des emplois transforment-elles la société ?

Complétez la synthèse avec les termes suivants : salarisation / chauffeurs / progrès technique / employés / tertiarisation / stable / artisans / indépendants

La salarisation correspond à l'augmentation de la part des emplois salariés dans l'ensemble des emplois.

La part de l'emploi non salarié diminue sous l'effet de transformations économiques profondes, comme le progrès technique qui a bouleversé le monde agricole (réduction très importante du nombre d'agriculteurs) et l'apparition de l'industrie et des grandes surfaces (qui a entraîné déclin des artisans et commerçants indépendants). Par ailleurs, la progression du salariat est étroitement liée à la tertiarisation de l'économie, entraînant l'émergence et la croissance des catégories salariées non ouvrières. Ce sont notamment les catégories des employés, des professions intermédiaires et des cadres qui ont progressé.

Enfin, le salarié bénéficie d'un statut d'emploi stable qui ouvre des droits et des protections, servant de source d'identité au travail et de sentiment d'appartenance sociale.

A partir des années 2000, on observe un léger fléchissement du taux de salarisation qui peut s'expliquer par la montée travailleurs indépendants, à leur compte. C'est le cas des chauffeurs qui sont recrutés par Uber qui sont indépendants mais qui sont très proches des salariés dans la mesure où il y a un lien de subordination entre Uber et ses chauffeurs.

Complétez la synthèse avec les termes suivants : formation / féminisation / féminine / structurels / statut / reconnue / hommes / pilule / salarié / autonomie / travail / féminisé / mixité / l'avortement / femmes / charge /

On peut parler d'une féminisation des emplois car la présence des femmes sur le marché du travail a connu une progression rapide et significative depuis le début des années 1960. Bien que les femmes aient toujours travaillé, leur activité n'était pas toujours officielle ni reconnue. Ce processus de féminisation s'explique par des facteurs structurels liés au marché du travail et par des transformations profondes du statut social des femmes.

Structurellement, la féminisation correspond pour une large part à l'extension de l'emploi salarié, qui accompagne la tertiarisation de l'économie. Le nombre d'employés, une population beaucoup plus féminine que les ouvriers, a par exemple augmenté de manière spectaculaire, passant d'environ 3,5 millions à 8,2 millions entre 1962 et 2018.

Simultanément, la poursuite de l'élévation du niveau général de formation de la population, favorisée par l'allongement des scolarités et la mixité obligatoire de l'enseignement secondaire (loi Haby de 1975), a favorisé la montée des qualifications et l'intégration des femmes au marché du travail

Socialement, le milieu des années 1960 marque un retour des femmes sur le marché du travail. Le travail salarié, étant reconnu statistiquement et légalement, est devenu une source d'indépendance par rapport au lien conjugal, permettant aux femmes une autonomie financière. Ce mouvement est concomitant des avancées juridiques et sociales, notamment la légalisation de la pilule (loi Neuwirth en 1967) et la dépénalisation de l'avortement (loi Veil en 1975), qui ont permis aux femmes de choisir le moment des naissances, facilitant ainsi la poursuite des études et l'entrée dans la vie active. De plus, la prise en charge des enfants par la société (crèches, écoles maternelles, etc.) a allégé la charge familiale pesant sur les femmes.

L'emploi s'est fortement féminisé, avec un taux d'activité qui a fortement augmenté. L'écart des taux d'activité entre femmes et hommes, qui était de 50 points en 1931 en faveur des hommes, n'est plus que de huit points en 2018. Dans le monde professionnel, les femmes occupent plus souvent que les hommes des postes d'employés (41,7 % des femmes contre 12,9 % des hommes).

III- Les théories des classes sociales en débat

A/ La théorie des classes sociales dans la tradition sociologique

Complétez la synthèse avec les termes suivants : position / biens / amélioration / bourgeoisie / prolétariat / production / conflit / social / collectivement / lutte / travail / conflictuelle X2 / économique / classes / lutte / stratification / politique / pouvoir / conscience / manière / prestige /

Une classe sociale est un groupe de personnes qui partagent une position sociale similaire, et qui, de ce fait, ont des intérêts communs et une destinée collective.

1. Karl Marx : Une vision conflictuelle et économique

Pour Marx, la société du 19ème siècle est fondamentalement divisée et conflictuelle.

Selon Marx les classes sociales sont définies par la place occupée dans le processus de production.

Les acteurs : Deux grandes classes s'opposent :

- La bourgeoisie (ou capitalistes) : Ils possèdent les moyens de production (usines, machines, capitaux).
- Le prolétariat (ou ouvriers) : Ils ne possèdent que leur force de travail qu'ils doivent vendre.

Le conflit : Marx parle d'exploitation. Les capitalistes paient les ouvriers en dessous de la valeur réelle de leur travail pour dégager un profit (plus-value). Cette exploitation mène nécessairement à la lutte des classes.

L'objectif : Le prolétariat doit développer une conscience de classe (comprendre sa situation d'exploitation) pour se mobiliser et renverser le système capitaliste.

Pour Marx la société est avant tout une société d'opposition de classes sociales et est nécessairement conflictuelle car les catégories n'ont d'autres issue que la lutte ; les ouvriers ne peuvent espérer une amélioration de leur sort sans cette lutte.

2. Max Weber : Une vision multidimensionnelle et hiérarchique

Weber critique la vision trop économique de Marx. Pour lui, la société n'est pas seulement structurée par les classes, mais par une stratification sociale plus complexe avec trois dimensions :

- L'ordre économique (les classes) :

Se définit par les chances d'accès aux biens et services (revenu, patrimoine).

Les frontières sont plus floues : il existe plus de deux classes (il introduit l'idée de classes moyennes).

Avoir des intérêts économiques communs ne signifie pas qu'on agira collectivement. La lutte des classes n'est pas inévitable.

- L'ordre social (les groupes de statut) :

Se définit par le prestige, l'honneur social et le style de vie.

Exemples : le niveau d'instruction, la profession prestigieuse (médecin, professeur), la naissance dans un milieu aisé.

On reconnaît un groupe de statut à sa manière de vivre, ses goûts, ses fréquentations.

- L'ordre politique (les partis politiques) :

C'est la dimension du pouvoir. Les partis politiques sont des organisations qui luttent pour le conquérir et l'exercer.

Analyse comparative : Marx et Weber sur la stratification sociale

Critères	Karl Marx	Max Weber
Vision générale	Vision unidimensionnelle basée sur l'économie	Vision multidimensionnelle (trois dimensions)
Dimensions de la stratification	<ul style="list-style-type: none"> Rapport aux moyens de production uniquement 	<ul style="list-style-type: none"> Classe économique (situation de marché) Statut social (prestige) Pouvoir politique
Classes sociales	<ul style="list-style-type: none"> Bourgeoisie (propriétaires) Prolétariat (travailleurs) 	<ul style="list-style-type: none"> Classe possédante Classe moyenne Classe ouvrière (<i>plus nuancé, avec des sous-catégories</i>)
Source des inégalités	<ul style="list-style-type: none"> Propriété des moyens de production Exploitation économique 	<ul style="list-style-type: none"> Multiples sources : richesse, prestige, pouvoir Compétences et qualifications Style de vie
Relations entre classes	<ul style="list-style-type: none"> Antagonisme fondamental Lutte des classes inévitable 	<ul style="list-style-type: none"> Relations complexes et multiformes Possibilité de mobilité sociale
Conscience de classe	<ul style="list-style-type: none"> Centrale et nécessaire Mène à la révolution 	<ul style="list-style-type: none"> Moins déterminante Variable selon les groupes
Vision du changement social	<ul style="list-style-type: none"> Révolution inévitable Disparition des classes 	<ul style="list-style-type: none"> Évolution possible Réformes graduelles
Rôle du statut	<ul style="list-style-type: none"> Secondaire, déterminé par l'économique 	<ul style="list-style-type: none"> Autonome et important Influence les chances de vie
Vision de la société	<ul style="list-style-type: none"> Dichotomique Déterminisme économique 	<ul style="list-style-type: none"> Stratifiée et complexe Multiple hiérarchies
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> Analyse historique et économique Approche matérialiste 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse compréhensive Approche multifactorielle

Points clés de différenciation

B/ La pertinence des classes sociales remise en cause

Si les concepts de Marx et Weber sont fondateurs, nombreux sont les sociologues qui estiment que les classes sociales, en tant que groupes consciens et homogènes, voient leur pertinence analytique remise en cause aujourd'hui. Plusieurs facteurs expliquent cette fragmentation.

1. Des groupes de plus en plus hétérogènes : renforcement des distances intra-classes

Au sein d'une même "classe", les différences de conditions de vie et de situations deviennent très importantes. On parle de distances intra-classes : ce sont les écarts de niveaux et de modes de vie au sein d'un même groupe social.

Exemple frappant : l'éclatement de la classe ouvrière.

Hier : Un groupe relativement uni autour du travail en usine et de la condition salariale.

Aujourd'hui : Les écarts se sont creusés entre un ouvrier qualifié en CDI et un ouvrier non qualifié en intérim ou au chômage. Leurs conditions de vie, leur sécurité de l'emploi et leurs perspectives sont si différentes qu'il leur est difficile de se sentir appartenir au même groupe et de défendre des intérêts communs.

2. Une perte de l'identification subjective à un groupe social (=affaiblissement de la conscience de classe)

L'identification à un groupe social (l'identification subjective) s'estompe.

La précarité (CDD, intérim, chômage) et le temps partiel fragilisent les statuts professionnels. Il est difficile de se sentir solidaires lorsque les situations individuelles sont si instables et diverses.

La désyndicalisation est à la fois une cause et une conséquence de cette perte d'un collectif de travail unifié.

3. La multiplication des facteurs d'individualisation (montée de l'individualisme)

Notre société valorise de plus en plus l'individualisation (c'est-à-dire le développement de l'autonomie des

individus par rapport aux normes et aux valeurs dominantes dans les groupes) chaque personne est incitée à construire son propre parcours et son identité unique, plutôt que de se définir par son appartenance à un groupe.

Sur le lieu de travail, cela se traduit par :

- Les primes au mérite individuel.
- Les avancements basés sur les compétences personnelles.

Ces pratiques brisent les solidarités collectives et renforcent la logique de concurrence entre les individus, même s'ils occupent le même poste.

4. Les rapports de genre sont également des rapports sociaux

L'analyse seulement en termes de "classe" peut masquer d'autres inégalités fondamentales, comme les rapports sociaux de genre.

- Inégalités économiques : À niveau de diplôme égal, une femme cadre gagne en moyenne 16% de moins qu'un homme cadre.
- Inégalités de conditions de travail : Dans les milieux populaires, les femmes ouvrières sont beaucoup plus souvent confrontées au temps partiel subi et aux horaires atypiques que leurs collègues masculins.

Conclusion : Ces différents facteurs montrent que la structure sociale ne peut plus être lue uniquement à travers le prisme des classes sociales homogènes et conflictuelles. La société apparaît aujourd'hui comme plus fragmentée, individualisée et traversée par des lignes de division multiples (statut, genre, origine, etc.). Le concept de classe reste utile pour penser les inégalités économiques, mais il doit être articulé avec d'autres grilles de lecture pour saisir toute la complexité du monde social.

C/ La persistance des inégalités renforce la thèse de l'existence de classes sociales

Si les facteurs d'éclatement (individualisation, fragmentation) remettent en cause la vision traditionnelle des classes sociales, la persistance et même l'aggravation des inégalités économiques relancent le débat et confirment, pour beaucoup, l'utilité de ce concept pour analyser la société.

1. Des inégalités entre groupes qui se creusent : les "distances inter-classes"

Les distances inter-classes (se caractérisent par les écarts qui séparent les groupes sociaux entre eux) n'ont pas disparu. Au contraire, elles se renforcent.

- Preuves statistiques : Les revenus avant redistribution montrent un divorce croissant entre les plus riches et les plus pauvres. Par exemple, les 5% les plus aisés ont vu leur niveau de vie augmenter significativement, tandis que celui des 20% les plus pauvres baissait.
- Vulnérabilités inégales : Le risque de chômage, de précarité et d'exclusion sociale pèse bien plus lourdement sur les catégories populaires que sur les classes favorisées.
- Retour dans le débat public : Des événements comme la crise de 2008 ou le mouvement des Gilets jaunes ont remis les inégalités matérielles au cœur du débat politique.

2. La conscience de classe persiste... en haut de l'échelle sociale

L'identification subjective (le sentiment d'appartenance) n'a pas totalement disparu. Elle reste très forte au sein de la grande bourgeoisie.

- Un "entre-soi" de classe : Ce groupe fonctionne comme une classe consciente d'elle-même, conformément à la description de Marx.
- Stratégies de reproduction : Pour préserver ses priviléges et se distinguer, elle met en place des stratégies très visibles : regroupement dans les beaux quartiers, scolarisation dans des établissements d'excellence, et entretien de réseaux d'interconnaissance fermés.

Conclusion : Une complexité à saisir avec plusieurs grilles de lecture

En définitive, analyser la structure sociale aujourd'hui nécessite de reconnaître sa complexité :

- D'un côté, la société s'est fragmentée : la conscience de classe s'est affaiblie dans les milieux populaires, les distances intra-classes se sont accrues et l'individualisation a progressé.
- De l'autre, les inégalités économiques structurelles entre grands groupes sociaux persistent et se renforcent, et une classe dominante continue d'agir pour défendre ses intérêts.

En conclusion : Le concept de classe sociale n'est pas dépassé, mais il doit être utilisé de manière plus nuancée. Il reste un outil puissant pour comprendre les inégalités économiques fondamentales et les stratégies de reproduction des élites, même s'il doit être complété par d'autres analyses (genre, origine, parcours individuels) pour rendre compte de toute la réalité sociale.